

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

UN LIBRARY

2431^e SÉANCE : 9 MAI 1983

MAR 17 1983

UN/SA COLLECTION

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2431).....	1
Adoption de l'ordre du jour.....	1
Lettre, en date du 5 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nicaragua au Conseil de sécurité (S/15746).....	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2431^e SÉANCE

Tenue à New York le lundi 9 mai 1983, à 10 h 30.

Président : M. UMBA di LUTETE (Zaïre).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guyana, Jordanie, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre, Zimbabwe.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2431)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 5 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nicaragua au Conseil de sécurité (S/15746).

La séance est ouverte à 11 h 25.

Déclaration du Président

1. Le PRÉSIDENT : Dès le début de nos travaux, j'aimerais, au nom du Conseil de sécurité, souhaiter chaleureusement la bienvenue au Ministre des relations extérieures du Nicaragua, M. Miguel D'Escoto Brockmann, qui se trouve aujourd'hui parmi nous dans cette salle.
2. Au nom du Conseil également, j'aimerais exprimer ma profonde gratitude à Mme Jeane Kirkpatrick, représentante des Etats-Unis, qui a eu l'occasion de présider le Conseil au mois d'avril. Mme Kirkpatrick qui s'est longtemps consacrée à l'enseignement, a dirigé les débats avec beaucoup de talent et beaucoup de compétence diplomatique.
3. En ce qui me concerne, j'espère pouvoir compter sur la collaboration de tous les membres pour m'acquitter correctement de la mission délicate qu'ils m'ont confiée. En m'accréditant auprès de l'Organisation des Nations Unies, le président Mobutu m'a demandé de contribuer positivement, en tant que Zaïrois d'abord, en tant qu'Africain ensuite, et enfin en tant que représentant d'un pays non aligné, à l'édification d'un ordre international comportant plus de justice et plus de paix et où il fasse bon vivre.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Lettre, en date du 5 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nicaragua au Conseil de sécurité (S/15746)

4. Le PRÉSIDENT : Je voudrais informer les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de la

Grenade, du Honduras, du Mexique et de la République arabe syrienne des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. Ortez Colindres (Honduras) prend place à la table du Conseil; M. Taylor (Grenade), M. Muñoz Ledo (Mexique) et M. El-Fattal (République arabe syrienne) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

5. Le PRÉSIDENT : Le Conseil de sécurité va maintenant entamer l'examen de son point principal de l'ordre du jour. Il se réunit aujourd'hui pour donner suite à la demande du Nicaragua présentée dans une lettre en date du 5 mai. Les membres du Conseil sont également saisis des documents suivants où figurent le texte des lettres adressées au Président du Conseil de sécurité : S/15742, contenant une lettre en date du 2 mai du Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua; S/15745, contenant une lettre en date du 4 mai du représentant du Honduras; S/15749, contenant une lettre en date du 6 mai du représentant du Costa Rica.

6. Le premier orateur est le Ministre des relations extérieures du Nicaragua, M. Miguel D'Escoto Brockmann, à qui je donne la parole.

7. M. D'ESCOTO BROCKMANN (Nicaragua) [*interprétation de l'espagnol*] : Qu'il me soit permis en premier lieu, Monsieur le Président, de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mai. Votre longue expérience d'homme politique éminent de votre pays et, en particulier, votre expérience en tant que représentant du Zaïre et de ministre des affaires étrangères, garantissent une direction avisée des travaux du Conseil et des responsabilités qui lui incombent aujourd'hui.

8. Une nouvelle fois, nous nous voyons obligés d'avoir recours à cette instance pour l'informer de l'ampleur sans cesse croissante de l'agression que subit le Nicaragua ainsi que des dégâts toujours plus graves et plus importants, des souffrances, des morts et des destructions entraînés par cette agression dans mon pays.

9. En mars 1982, une analyse détaillée des déclarations et agissements du Gouvernement des Etats-Unis,

d'une part, et la multiplication des incursions militaires le long de notre frontière septentrionale, d'autre part, ont amené le Nicaragua à conclure que les Etats-Unis encourageaient une escalade de leur intervention armée contre notre pays. A cette occasion, le Commandant de la Révolution, Daniel Ortega Saavedra, s'est présenté devant le Conseil [2335^e séance] pour avertir les nations du monde que le Gouvernement Reagan se préparait à une invasion massive du Nicaragua à partir du Honduras. A ce moment-là, tout comme aujourd'hui, nous étions venus pour rechercher la paix et non l'affrontement.

10. Depuis la fin de 1982, mon pays est victime d'une invasion à laquelle participent des milliers de soldats, essentiellement des anciens membres de la garde génocidaire de Somoza, et qui a causé la mort de plus de 500 frères nicaraguayens depuis le début de l'année seulement; tant que cette invasion sera dirigée, financée et armée par le Gouvernement Reagan, elle continuera à semer la terreur et l'angoisse parmi notre peuple et provoquera des dégâts matériels toujours plus importants dans notre pays appauvri et détruit. En un tel moment et dans de telles circonstances, nous venons dire au Conseil que nous voulons la paix, que nous avons besoin de la paix; que notre peuple et notre gouvernement exigent la paix et la fin de l'agression criminelle et injustifiable dont nous sommes victimes.

11. Nous sommes venus aujourd'hui, tout comme en mars 1982 et en mars 1983, pour demander que soit respecté le principe sacré de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats souverains. Nous sommes venus pour insister sur la nécessité et l'obligation de recourir au dialogue pour clarifier les divergences entre pays et gouvernements et, au cas où les possibilités d'obtenir satisfaction grâce au dialogue direct seraient considérées comme épuisées, de recourir au Conseil; mais en aucun cas, on ne peut permettre que des Etats Membres de l'Organisation, aussi grands, riches et puissants soient-ils, aient recours à la force comme moyen d'imposer leur volonté. Tout pays, aussi petit soit-il, a le même droit au respect.

12. Lorsque nous avons soumis la première fois notre cas au Conseil, le 2 avril 1982 [2347^e séance], les membres latino-américains du Conseil — le Panama et le Guyana — avaient présenté un projet de résolution [S/14941] rappelant à tous les Etats leurs obligations au titre de la Charte. Parmi les 15 Etats membres du Conseil, 12 avaient voté pour et 2 s'étaient abstenus. Comme vous vous en souviendrez, Monsieur le Président, les Etats-Unis avaient opposé leur veto à ce projet de résolution, ce que le mouvement des pays non alignés a, à juste titre, déploré lors de la Réunion ministérielle de son Bureau de coordination, tenue à La Havane du 31 mai au 5 juin 1982.

13. Ultérieurement, il y a six semaines à peine, devant la concrétisation de la menace, nous nous sommes vus une nouvelle fois obligés d'avoir recours au Conseil [2420^e séance] pour dénoncer l'invasion massive contre

le Nicaragua organisée, financée, armée et dirigée par une grande puissance qui, s'arrogeant un droit qui appartient exclusivement à notre peuple — celui de juger si la révolution populaire sandiniste répond ou non à la volonté du peuple nicaraguayen — se sert des membres de la garde criminelle somoziste, que le Président Reagan a lui-même qualifiés de combattants de la liberté, pour imposer à nouveau son type de démocratie au Nicaragua.

14. Nous répétons que depuis le début de cette année, la politique d'agression contre le Nicaragua a déjà entraîné la mort de plus de 500 frères nicaraguayens. Notre gouvernement a récemment estimé les pertes matérielles, les retards apportés aux projets de développement et les pertes en revenus causées par l'invasion à 581,4 millions de córdobas : les dommages matériels s'élèvent à 113,4 millions de córdobas et comprennent la destruction de machines et d'équipement, d'installations, d'usines, de centres de santé et de 143 véhicules. Les retards apportés dans les projets et programmes s'élèvent à 199,8 millions de córdobas. Les dommages causés aux moyens de production s'élèvent à 244,2 millions de córdobas. La perte en revenus est estimée à 104 millions de córdobas, ce qui ne représente qu'une partie du montant réel car, dans la réalité, le chiffre est plus important en raison du transfert d'ouvriers à des tâches de défense, de la destruction des ressources de production, du coût de l'équipement de remplacement qui exige de nouvelles importations et qui entraîne le ralentissement des exportations.

15. A la destruction économique s'ajoute l'agression militaire que nous avons dénoncée lors de réunions antérieures. Nous soulignerons qu'en avril seulement il y a eu 12 agressions navales, dont deux par des frégates des Etats-Unis, à savoir la FF-1072 *Blakely* et la FF-6 *Julius Furer*. Il y a eu le mois dernier 17 incursions armées, dont 13 attaques de postes frontière, qui ont abouti à une invasion massive, lancée à partir du territoire hondurien, qui comprenait environ 1 200 gardes somozistes et qui a eu lieu le 30 avril, soit trois jours après le discours prononcé par le Président Reagan devant les chambres réunies du Congrès.

16. Ces forces d'invasion ont été repoussées et ont regagné leur sanctuaire en territoire hondurien où elles ont été regroupées avant de faire partie des 2 000 combattants de la liberté somozistes, comme le Président Reagan appelle ces criminels qui sont prêts à lancer une nouvelle invasion. En outre, en ce moment même, 2 000 autres mercenaires se tiennent prêts, n'attendant que d'en recevoir l'ordre, à envahir la zone de Zelaya Norte, à partir également du territoire hondurien.

17. Déclarer que les Etats-Unis se livrent à une guerre contre le Nicaragua ne peut être considéré comme un exercice de rhétorique, et encore moins comme un exercice de rhétorique provocant. La guerre à laquelle se livre le Gouvernement Reagan contre le Nicaragua n'en est pas moins réelle parce qu'elle n'a pas été

officiellement déclarée, et elle n'en est pas moins une guerre livrée par le Gouvernement Reagan parce que les combattants ne sont pas encore des troupes régulières de l'armée des Etats-Unis. A partir du moment où le Gouvernement des Etats-Unis organise une agression armée contre notre pays, entraînant, finançant, armant et dirigeant les "combattants de la liberté somozistes", cela ne peut être considéré autrement que comme une guerre des Etats-Unis contre notre pays.

18. Le fait que la superpuissance américaine se livre à une guerre contre un petit pays martyrisé et appauvri comme le Nicaragua a été amplement rapporté par tous les médias internationaux, y compris par ceux des Etats Unis; il a aussi été dénoncé par de nombreux parlementaires américains et admis maintenant par le Président lui-même. Je ne vas pas essayer de prouver ce qui est évident pour tous. Je rappellerai simplement ce que la presse des Etats-Unis a elle-même rapporté en se fondant sur des déclarations des dirigeants eux-mêmes des forces d'invasion, les forces démocratiques nicaraguayennes, concernant la structure particulière du commandement de ce qu'ils appellent, en recourant à un euphémisme, l'"insurrection".

19. Selon ces informations, il y a à la tête de cette structure un groupe d'experts uniquement américains appartenant à la Central Intelligence Agency et des représentants du commandement méridional de l'Armée des Etats-Unis basé dans la zone du canal de Panama. Cet état-major a pour responsabilité de transmettre des ordres à un deuxième état-major composé essentiellement d'officiers de l'armée hondurienne qui, à son tour, transmet les ordres à un troisième état-major composé d'officiers de la garde nationale somoziste.

20. D'après les mêmes médias américains, et plus récemment dans la revue *Time* du 4 avril, il ressort que le coordonnateur des activités de ces différents états-majors n'est autre que John Negroponte, ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, dont le rôle dans la guerre illégale, inéquitable et également non déclarée menée par les Etats-Unis contre les peuples d'Indochine a laissé un sinistre souvenir.

21. Dans le numéro du 2 mai de l'hebdomadaire *U.S. News and World Report*, on trouve les réflexions de plusieurs parlementaires des Etats-Unis concernant ce que fait le Gouvernement Reagan contre le Nicaragua. D'après cet hebdomadaire, le représentant démocrate de l'Iowa, Berkley Bedell, a déclaré :

"Je suis rentré de mon récent voyage au Nicaragua animé de trois profondes convictions. Premièrement, ce que nous y faisons est erroné sur le plan moral. Ces contre-révolutionnaires sont dirigés par des gardes de sécurité de Somoza. Sous le régime Somoza ils se sont rendus coupables d'atrocités. Maintenant ils s'infiltrent dans les campagnes du Nicaragua, enlevant et assassinant des civils innocents...

"Deuxièmement, ce que nous faisons est erroné sur le plan pragmatique. Nous donnons au Gouver-

nement du Nicaragua une excuse à certaines de ses difficultés économiques...

"Enfin, j'estime que ce que nous faisons est erroné sur le plan légal. Le Président viole la loi du pays et ne se conforme pas aux traités auxquels les Etats-Unis sont parties."

22. La Réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination des pays non alignés, tenue à Managua du 10 au 14 janvier 1983 — une des sessions les plus importantes de notre mouvement qui a joui d'une très large représentation de haut niveau — a condamné la politique des Etats-Unis à l'égard du Nicaragua dans les termes suivants :

"Les Ministres ont condamné les menaces et agressions dont le Nicaragua faisait l'objet, le financement d'opérations secrètes, l'utilisation du territoire nord-américain et de pays voisins du Nicaragua pour l'entraînement de forces contre-révolutionnaires, les violations de son espace aérien et de ses eaux territoriales par des avions et des navires américains, tous faits qui avaient eu pour conséquence des actions terroristes, des attaques armées, le minage de ponts, des sabotages et d'autres actions du même type ayant pour objectif le renversement du gouvernement révolutionnaire, ce qui s'était soldé depuis 1979 par plus de 400 victimes nicaraguayennes — morts, blessés et personnes enlevées — ainsi que par d'énormes dommages et pertes matériels dans l'infrastructure.

"Les ministres ont condamné notamment les attaques systématiques que des bandes armées d'ex-gardes somozistes lançaient contre le Nicaragua, à travers sa frontière septentrionale. Ils ont noté que ces actions s'inscrivaient dans un plan délibéré de harcèlement et de déstabilisation du Nicaragua, comme cela avait été reconnu publiquement par une puissance étrangère." [S/15628, annexe, par. 36 et 37.]

23. Deux mois plus tard, la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à New Delhi du 7 au 12 mars, a lancé un nouvel appel pour que cessent tous les actes hostiles contre le Nicaragua et a exhorté les Gouvernements des Etats-Unis et du Honduras à adopter une position constructive en faveur de la paix et du dialogue.

24. Le peuple des Etats-Unis, conscient de la guerre que le Gouvernement Reagan est en train de mener contre le Nicaragua, s'est élevé contre cette politique. L'hebdomadaire *Newsweek* du 2 mai cite le sénateur Clarence Long, démocrate du Maryland, qui aurait dit ce qui suit "J'ai reçu un millier de lettres en un mois, dont sept seulement appuyaient la politique du Président Reagan" s'agissant de l'Amérique centrale.

25. Un sondage effectué par la publication prestigieuse *The Harris Survey* révélait le 5 mai que, "malgré des mesures peu habituelles de la part du président

Reagan qui s'est adressé à une session mixte du Congrès... une majorité importante du peuple des Etats-Unis s'oppose à la politique du Président s'agissant de l'Amérique centrale." L'enquête, menée à l'échelle nationale entre le 29 avril — soit deux jours après le discours du président Reagan — et le 1^{er} mai, a montré que 64 p. 100 de la population s'opposent à la politique du Gouvernement Reagan en Amérique centrale et que 31 p. 100 seulement l'approuvent. Louis Harris, qui s'est livré à cette étude, a dit que ce résultat était un "ferme rejet" d'une politique perçue comme militariste et peu susceptible de mener au succès. Soucieux de ne pas perdre complètement la confiance de son propre peuple, le Gouvernement Reagan a choisi de se retrancher dans la prétendue pratique gouvernementale qui consiste à ne rien nier mais à ne rien admettre en ce qui concerne son action clandestine vis-à-vis d'autres Etats. Cependant, accusé de façon insistante de diriger et de financer l'agression contre le Gouvernement légitime du Nicaragua, le Gouvernement Reagan a tenu à reconnaître de manière toujours plus explicite la réalité indéniable. Ceci, de toute évidence, est ce dont il est question dans l'éditorial du *New York Times* du 1^{er} mai consacré au discours du président Reagan du 27 avril, où il était dit que le président Reagan "n'avait pas nié l'indéniable". Cependant, toutes ces reconnaissances implicites ont aujourd'hui à peine une valeur historique étant donné que le président Reagan lui-même, dans sa conférence de presse du 4 mai, en est venu à admettre le rôle qu'il joue dans cette sale guerre; comme on dit en langage juridique, "l'aveu n'appelle pas de preuves".

26. L'aveu et les affirmations du président Reagan durant la conférence de presse du 4 mai et dans le discours qu'il a fait devant le Congrès la semaine précédente auraient suffi pour nous obliger à demander cette réunion du Conseil de sécurité car, pour nous et pour toute personne de bon sens, il s'agit là bel et bien d'une déclaration de guerre de la part du Gouvernement Reagan et d'une évidente manifestation de son intention de continuer à violer les normes les plus élémentaires du droit international sur lesquelles doivent se fonder les relations entre Etats souverains.

27. En outre, ces déclarations ne font que confirmer ce que l'expérience nous avait déjà appris par les souffrances et les morts dans notre pays envahi.

28. J'invite le Conseil à réfléchir pour voir si nous sommes disposés à accepter que le président Reagan arrose aux Etats-Unis le droit de proclamer l'illégitimité des gouvernements qui ne lui plaisent pas et de les renverser. C'est ce que le *Washington Post* appelle "la doctrine Reagan"; c'est la plus grande menace à la paix et à la sécurité internationales.

29. Je ne tiens pas à prolonger le débat en demandant aux représentants d'analyser l'allégation absurde du Gouvernement Reagan à l'effet qu'il n'entend pas renverser le Gouvernement du Nicaragua. Il y a peu, nous avons reçu au Nicaragua, quelques membres du Congrès des Etats-Unis et au cours de leurs entretiens avec

le Chef d'Etat, auxquels j'ai assisté, l'un d'eux, membre de la Commission d'enquête de la Chambre chargée des services de renseignements, a demandé : "pourquoi avez-vous peur d'une invasion de 7 500 hommes armés ? Etes-vous si faibles, si vulnérables, que vous pensiez que cela peut suffire pour vous renverser ? Nous n'avons rien dit, et lui, de sa propre initiative, a déclaré : et vous, pourquoi auriez-vous peur que l'armée du Honduras s'en mêle ? N'êtes-vous pas capable de vous défendre ?" Je crois que le cynisme de cette remarque n'appelle aucun commentaire.

30. Mais nous disions que nous ne voulions pas perdre davantage de temps à analyser l'allégation absurde selon laquelle le Gouvernement Reagan ne viole aucune loi et n'essaye nullement de renverser le Gouvernement du Nicaragua. Je voudrais pourtant appeler l'attention sur l'observation faite par le Député républicain de l'Iowa, Jim Leach, relatée dans le numéro du 2 mai de l'hebdomadaire *U.S. News and World Report*, que je vais citer brièvement :

"Le gouvernement dit maintenant que nous n'avons pas l'intention de renverser le Gouvernement du Nicaragua, bien qu'il soit possible que tel soit l'objectif des groupes que nous soutenons. Accepter un pareil sophisme revient à croire aux contes de fées."

31. L'Amérique centrale, comme bien d'autres régions de notre planète en pleines convulsions, et dans un état de grande effervescence politique du fait de la misère et des structures politiques et sociales archaïques qui privent ses peuples du genre de vie qu'ils réclament à juste titre. Cependant, nous ne sommes pas venus ici pour parler des problèmes des autres pays. Le Nicaragua, agissant de plein droit, a présenté au Conseil uniquement et exclusivement le grave problème qu'il connaît du fait de l'agression dont il est victime.

32. Pour ce qui est des conséquences, j'ai voulu aussi mettre en garde la communauté internationale contre le fait indéniable que, dans la mesure où le Gouvernement des Etats-Unis continue à se servir de certains Etats de la région et d'enfeindre la neutralité de certains autres pour agresser le Nicaragua, le danger d'une régionalisation de la guerre augmente.

33. Au lieu de poursuivre obstinément une politique envers l'Amérique centrale que la majorité des gouvernements d'Amérique latine et d'Europe ont jugée erronée du fait qu'elle se fonde sur de fausses prémisses, le Gouvernement Reagan ferait bien d'appuyer les efforts déployés par les pays du Groupe de Contadora et qui continuent de représenter la principale initiative latino-américaine dans la recherche de la paix en Amérique centrale. Le Nicaragua œuvre et continuera d'œuvrer pour renforcer cette initiative.

34. Notre objectif en présentant au Conseil le cas de la guerre que le Gouvernement des Etats-Unis mène con-

tre le Nicaragua — Etat membre du Conseil — est avant tout, et ce pour nous acquitter de notre responsabilité primordiale, que nous adoptions toutes les mesures nécessaires dans le vaste cadre de notre mandat pour mettre un terme à cette agression qui, à tous points de vue, est cruelle et injustifiée.

35. Dans son rapport sur l'activité de l'Organisation¹, présenté à la trente-septième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a dit ce qui suit :

“Le Conseil de sécurité, l'organe des Nations Unies qui a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, ne se trouve que trop souvent dans l'incapacité d'agir de façon décisive pour résoudre des conflits internationaux, et voit ses résolutions de plus en plus bravées ou dédaignées par ceux qui se sentent assez forts pour le faire.”

Et il a ajouté :

“Il me semble que l'objectif le plus urgent est de réhabiliter le principe d'une action collective pour la paix et la sécurité, qui figure dans la Charte, afin que l'ONU soit mieux à même de s'acquitter de sa tâche essentielle.”

Le Secrétaire général a mentionné également l'absence d'un système efficace de sécurité collective et a fait observer que sans ce système les petits et les faibles n'auront ni défense ni refuge sûr.

36. En tant que membre du Conseil, le Nicaragua a réfléchi sérieusement à la pertinence des paroles du Secrétaire général.

37. Confirmant des positions déjà exposées précédemment, mon gouvernement, dans une lettre en date du 4 avril 1983 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua [S/15681], s'est déclaré totalement prêt à accepter que le Conseil donne mandat au Secrétaire général de contribuer, en coopération avec les pays auteurs de l'initiative de l'île de Contadora, à l'instauration d'un dialogue entre le Nicaragua et le Honduras et le Nicaragua et les Etats-Unis. Dans ce même document, mon gouvernement a proposé que ce dialogue ait lieu à l'Organisation des Nations Unies même.

38. J'estime que nous devons exprimer notre gratitude au Secrétaire général pour sa disponibilité et pour son désir bien connu de trouver des mécanismes menant à une solution pacifique, ainsi que pour son offre de bons offices et pour son désir sincère de coopérer à la réalisation de cette paix que nos peuples réclament en toute justice.

39. Le Conseil doit reconnaître que toute solution à la situation que connaît mon pays doit avoir comme condition préalable logique et fondamentale le retrait inconditionnel des forces génocides qui ont été

envoyées dans notre pays par les Etats-Unis; la cessation des attaques menées sur nos frontières à partir du territoire hondurien et qui sont dirigées et financées par les Etats-Unis; le retrait permanent des navires de guerres américains de nos eaux territoriales; la cessation des vols d'avions espions au-dessus de notre pays et la cessation de la participation des services de renseignements des Etats-Unis au financement, à l'organisation et à la direction de forces ou de plans visibles ou occultes contre le Nicaragua.

40. Nous voulons, de cette instance, nous adresser à la grande puissance qui, aujourd'hui comme tant de fois déjà dans notre histoire, nous agresse et s'efforce de saper notre droit à l'autodétermination. Nous estimons que les Etats-Unis devraient utiliser leur grande influence pour réaliser la paix et non pour faire la guerre à des pays comme le Nicaragua qui se consacrent uniquement et exclusivement à l'élimination de l'injustice, à la transformation de structures politiques, sociales et économiques archaïques qui ont opprimé nos peuples pendant des siècles et leur ont nié le droit d'aspirer à une vie digne. En d'autres termes, les Etats-Unis doivent abandonner leur politique agressive contre le Nicaragua, pays qui ne cherche qu'à édifier la paix et qui pour cette raison se livre aux profondes transformations qu'exige la justice, avec la conviction que sans la justice la paix n'est qu'une illusion.

41. Nous demandons aux Etats-Unis d'utiliser leur capacité d'influence pour aboutir à des solutions politiques négociées, plutôt que d'opter constamment pour des mesures militaires.

42. Enfin, nous voulons que les Etats-Unis comprennent bien qu'ils commettent une erreur historique en s'efforçant d'expliquer l'effervescence politique qui existe dans divers pays d'Amérique centrale en termes de la tension Est-Ouest. Nous demandons aux Etats-Unis de réfléchir à ce que des hommes d'Etat des Amériques et d'Europe n'ont cessé de leur dire d'une manière de plus en plus insistante, c'est-à-dire que la crise de l'Amérique centrale découle principalement du retard historique dans l'adoption de mesures propres à satisfaire aux demandes des peuples de la région, qui ont de plus en plus de mal à sortir du cercle vicieux de la misère, de l'exploitation, de la maladie et de la faim.

43. Nous réaffirmons une fois de plus notre désir d'entamer immédiatement un dialogue inconditionnel avec le Gouvernement des Etats-Unis, à un niveau approprié, pour trouver des solutions réelles à la situation difficile provoquée par l'agression des Etats-Unis contre notre pays.

44. Nous pensons avoir été suffisamment clairs en ce qui concerne nos objectifs en demandant la convocation du Conseil. Nous sommes venus ici pour rechercher la paix auprès de ceux qui ont la responsabilité principale sur notre planète de préserver la paix et la sécurité internationales. Nous ne sommes pas venus ici pour demander des condamnations; nous sommes

venus ici pour rechercher la paix. Nous sommes venus ici dans l'espoir que tous les Membres de l'Organisation, indépendamment de leur taille ou de leur puissance, prennent conscience de l'obligation inéluctable de respecter les principes fondamentaux de la Charte.

45. Nous ne sommes pas venus ici pour faire des récriminations ni pour exiger des réparations pour les dommages causés. Nous ne savons pas comment on pourrait ramener à la vie tous nos frères et sœurs nicaraguayens qui sont tombés sous les balles assassines des somozistes, lesquels sèment la terreur dans notre patrie et, en ce moment même, alors que je vous parle, assassinent nos gardes-frontière héroïques, nos paysans, nos étudiants, nos techniciens, nos médecins — nicaraguayens ou étrangers — et les membres de notre glorieuse armée populaire sandiniste, réservistes et miliciens.

46. A l'agression et à la mort, nous sommes venus répondre par une invitation au dialogue franc et constructif. Nous haïssons la guerre, nous aimons la paix. Quelle est la réponse de mes collègues du Conseil ?

47. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant du Honduras à qui je donne la parole.

48. M. ORTEZ COLINDRES [*interprétation de l'espagnol*] : Monsieur le Président, nous sommes très heureux de voir un homme politique doté de votre sens moral occuper la présidence du Conseil. Le Zaïre, votre pays, a toujours adopté des positions objectives et nous sommes certains que cela se reflétera dans votre façon d'agir. De brillants diplomates ont présidé les séances du Conseil consacrées à la question du Nicaragua, ces trois derniers mois : M. Thomson du Royaume-uni, Mme Kirkpatrick des Etats-Unis et, aujourd'hui, M. Umba di Lutete. Avec ces trois éminents diplomates, le Honduras est convaincu que les choses se feront selon les règles du droit international.

49. Le Gouvernement du Honduras, qui se sent visé par les paroles du Révérend Miguel D'Escoto Brockmann, ministre des relations extérieures du Nicaragua, voudrait saisir cette occasion pour faire la déclaration suivante.

50. Une nouvelle fois, le Conseil de sécurité a été convoqué par le Nicaragua, de toute urgence, pour examiner la situation qui règne en Amérique centrale du fait de ce qu'il a appelé la nouvelle étape de l'invasion de son pays par des forces en provenance du Honduras; et une nouvelle fois, le Nicaragua présente à l'organe suprême des Nations Unies des informations déformées et tendancieuses qui, si l'on ne sait les trier, pourraient faire aboutir ce débat important à de graves erreurs de perspectives juridiques et politiques, et mettre en danger la mission délicate du Conseil, dont la responsabilité primordiale est le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

51. Par mon intermédiaire, le Gouvernement du Honduras, en faisant cette déclaration, souhaite exprimer

d'emblée sa reconnaissance au Conseil pour lui avoir permis, dans un geste d'équité internationale, de connaître l'ampleur et les détails de la situation. Cette réunion du Conseil est extrêmement importante non seulement pour le Honduras et le Nicaragua, mais aussi pour l'Amérique centrale tout entière et pour le continent américain; et elle aura assurément des conséquences pour d'autres pays de la planète dans le domaine des relations internationales si l'on tient compte, en particulier, de la gravité des accusations et de l'optique erronée dont elles découlent.

52. Nous ne pensons pas, sincèrement, que les membres de cette instance suprême de l'Organisation des Nations Unies puissent être sous-estimés au point de les croire tellement naïfs que cette naïveté même empêcherait le Conseil de procéder à une analyse profonde et de séparer le mensonge de la vérité dans tous ces débordements verbaux pour arriver au cœur du problème, à savoir ce qui se passe effectivement en Amérique centrale.

53. En 1979, après une longue dictature, le peuple du Nicaragua, avec l'appui direct de certains pays frères d'Amérique latine et avec l'appui moral d'une grande partie de la communauté internationale, est parvenu, à la suite d'une lutte sanglante, à renverser le Général Anastasio Somoza Debayle. Les peuples souvent se regroupent face à l'injustice, et c'est ainsi que les gouvernements et les forces de systèmes différents s'animent devant le plus petit dénominateur commun : permettre au peuple du Nicaragua d'établir un nouveau système de vie institutionnel.

54. C'est le 17 juillet 1979, précisément, que le front sandiniste de libération nationale, en prenant le pouvoir de la République, a présenté à l'Organisation des Etats américains (OEA) une promesse solennelle de mener à bien un plan permettant de garantir la paix au Nicaragua sur la base de la résolution de la dix-septième Réunion de consultation, du 23 juin 1979 — qui reste ouverte — faisant appel, à cette occasion, à la solidarité de l'hémisphère afin de préserver le droit à l'autodétermination du peuple nicaraguayen.

55. A cette époque, l'organisme compétent pour le Nicaragua, considéré comme instrument et instance utiles pour sa consolidation politique dans l'ordre interne et international, était l'OEA. Devant celle-ci, ils se sont engagés, entre autres choses, à : premièrement, établir le plein respect des droits de l'homme au Nicaragua, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et à la Convention américaine relative aux droits de l'homme "Pacte de San José de Costa Rica" de l'OEA; deuxièmement, installer au Nicaragua un gouvernement qui soit le résultat d'une transition pacifique et ordonnée; troisièmement, encourager la justice civile au Nicaragua et juger ceux qui sont accusés de crimes contre le peuple du Nicaragua, conformément au droit commun, sans esprit de vengeance ni représailles indiscriminées; quatrièmement, garantir le départ des collaborateurs de l'ancien régime avec toute

les garanties nécessaires sous la supervision de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et de la Croix-rouge internationale; cinquièmement, mettre en place un plan permettant d'organiser les premières élections libres au Nicaragua en ce siècle, afin que les Nicaraguayens puissent élire leurs représentants aux conseils municipaux et une assemblée constituante et, plus tard, élire les autorités suprêmes du pays.

56. Cet engagement, qui a été communiqué aux ministres des affaires étrangères des Etats membres de l'OEA, et qui a déjà été cité n'est aujourd'hui que des mots, des mots, rien que des mots.

57. Mais les choses n'en restent pas là pour ceux qui comptent les chiffres sur les ordinateurs; ces promesses ont été faites il y a quatre ans. Cependant, le peuple frère nicaraguayen qui, aujourd'hui, souffre sous un gouvernement totalitaire maintenu par la force et en pleine décomposition politique et sociale, en est venu à compter non seulement les années mais les mois, les semaines et les jours sur les doigts de la main, comme les paysans en Amérique centrale comptent les jours où ils espèrent voir ces paroles se concrétiser et cette rédemption nationale qui leur a été promise se cristalliser.

58. Aujourd'hui, pour le Gouvernement nicaraguayen, l'OEA n'est plus l'organe continental approprié pour connaître des divergences existant entre nations sœurs; il préfère les autres instances, des instances étrangères à notre continent, où le même degré de solidarité n'existe pas, où le Nicaragua va discuter de ses différends. Serait-ce la crainte de cet engagement pris à l'égard du continent américain qui motive cette attitude ?

59. Le Nicaragua évite maintenant de discuter au niveau régional des solutions des problèmes d'Amérique centrale, comme on le faisait depuis 1821, date de l'indépendance des cinq pays d'Amérique centrale à l'égard de la Couronne espagnole. Aujourd'hui, le Gouvernement sandiniste, au lieu de rendre hommage à Rubén Darío et à Francisco Morazán, fait l'apologie de Marx et de Lénine et choisit — il en a bien le droit — un nouveau système de valeurs pour la conduite de ses affaires publiques. Il le fait à l'insu de son peuple, empêchant ce peuple de se prononcer par les urnes, conformément à ce qui avait été promis, pour choisir le système de gouvernement dans lequel il désire vivre. N'est-ce-pas précisément parce qu'il sait que le peuple ne choisirait jamais librement de tourner le dos à la démocratie ?

60. Une fois de plus le Nicaragua, par la bouche de son Ministre, a tissé, de son propre point de vue, une série d'accusations contre mon pays qui, à notre avis, répondent à une appréciation délibérément erronée et correspondent à une optique tout à fait différente de la réalité quant aux responsabilités de nos gouvernements respectifs.

61. Lorsque, il y a quelques mois, nous avons procédé à des exercices d'entraînement militaire défensifs dans nos eaux territoriales avec les Etats-unis, nous avons été accusés de commettre des actes d'agression contre le Nicaragua, bien que ce pays sache parfaitement que ces activités ont commencé il y a des dizaines d'années, tout à fait normalement, bien avant que le Gouvernement sandiniste ne prenne le pouvoir. Il convient de dire clairement que le Nicaragua a été invité suffisamment à l'avance pour envoyer des observateurs à ces exercices militaires, ce qui est la manière habituelle et correcte de procéder lorsqu'on agit de bonne foi au plan international.

62. Au contraire, le Gouvernement sandiniste trouve tout à fait normal d'avoir sur son territoire plus de 6 000 experts étrangers venant de Cuba, d'Allemagne de l'Est, de Libye, d'Union soviétique et d'autres pays du même bloc qui s'entraînent sous le déguisement de médecins, de professeurs, d'infirmiers et de techniciens agricoles et industriels, dont les "actions bénéfiques" sont bien connues dans des pays comme l'Ethiopie et l'Angola.

63. De même, le Nicaragua considère comme un acte d'agression ou d'intimidation à l'égard de ses intérêts, selon le cas, le fait que le Honduras reçoive le chef d'Etat d'une nation amie, comme le Président Ronald Reagan, des Etats-Unis, alors que, de son côté, le Honduras, respectant les traditions en matière de relations internationales, évite, en toute objectivité, de proférer des accusations de cette nature lorsque des chefs d'Etat et des représentants de haut niveau, comme le Premier Ministre de Cuba, Fidel Castro, se rendent au Nicaragua. Il y a, ici, un système de valeurs différent.

64. Dans la convocation de cette réunion demandée par le Nicaragua, mon pays est accusé d'une nouvelle étape d'"invasion" de la part des forces somozistes venant du Honduras. Voilà une nouvelle fable qui ne saurait surprendre les membres du Conseil et ceux qui connaissent de près la réalité des faits au Nicaragua. Actuellement, dans ce pays frère, on lutte sur le front nord, contigu au Honduras, sur le front sud, limitrophe du Costa Rica, et au centre du territoire nicaraguayen, à plus de 150 kilomètres de notre frontière. Ceux qui luttent — nous le répétons — sont des Nicaraguayens en terre nicaraguayenne qui essaient d'obtenir la justice par une insurrection nationale contre un gouvernement, le Gouvernement sandiniste — qui leur avait promis des élections libres, un gouvernement pluraliste, une économie mixte, la liberté de religion et de conscience — et qui n'acceptent pas le type de gouvernement que l'on appuie à l'insu du peuple.

65. Ce peuple du Nicaragua, pays où je me suis si souvent rendu et où j'ai de la famille, a montré sa volonté de fer de tracer une nouvelle route dans l'histoire. Les membres du Conseil peuvent être certains que, si on le laisse choisir librement son destin, il ne tournera jamais le dos à la démocratie, qui est le sys-

tème enraciné dans le cœur des traditions américaines et défendu par nos hommes illustres, tels que Bolívar, José Cecilio del Valle et le prêtre Hidalgo, pour ne citer que trois héros de l'histoire du continent américain.

66. Le général Somoza traitait de communistes tous ceux qui s'opposaient à son système de gouvernement; et, aujourd'hui, le Gouvernement sandiniste traite de somozistes tous les hommes qui luttent pour la liberté au Nicaragua. Alfonso Robelo, Violeta de Chamorro et Arturo Cruz — des membres du Gouvernement de reconstruction nationale — sont des communistes comme l'est le Commandant Zero, ancien vice-ministre de la défense du Gouvernement sandiniste et ancien commandant des milices populaires du Nicaragua. La vérité rayonnera toujours et l'on ne peut l'assombrir avec la main : toutes ces éminentes personnalités sont, dans le fond, des dissidents qui luttent contre les desirs du régime actuel qui gouverne le Nicaragua.

67. Le Nicaragua a proféré des accusations par lesquelles il a essayé d'impliquer mon pays en parlant de la frontière nord; il a accusé dans des câbles internationaux et dans des notes de tout genre, nos forces armées de déployer des troupes à la frontière du Nicaragua et de procéder à une mobilisation militaire dans différentes zones frontalières, comme si notre armée était en train de participer à une agression contre le Nicaragua. Le Honduras maintient toujours la proposition qu'il a présentée lorsque Sir John Thomson était Président du Conseil. A cette occasion, nous avons donné l'assurance, suivant en cela les instructions précises qui nous avaient été données, qu'aucun mouvement de troupes de mon pays ne traverserait la frontière pour se livrer à une quelconque agression et que toute mobilisation éventuelle des dites troupes aurait uniquement pour objectif la protection de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Honduras, impératif catégoriquement établi par la Constitution de notre République.

68. Le Honduras voudrait attirer l'attention du Conseil sur le fait que le Nicaragua n'a présenté aucune preuve déterminante et digne de foi de ce qui se dit à la radio, à la télévision et au Conseil qui permette de démontrer la participation de l'armée hondurienne aux actes d'agression qui lui sont attribués. Nous nous permettons de souligner que toutes ces allégations ont périodiquement fait l'objet de réponses concrètes de notre part; nous en avons notifié les organismes internationaux compétents — l'OEA et l'Organisation des Nations Unies. En même temps, il y a lieu de noter que notre pays possède un dossier considérable concernant les violations de notre souveraineté et de notre intégrité territoriale de la part du Nicaragua. Ces problèmes pourraient bien être réglés une fois pour toutes si l'on acceptait la proposition que notre pays a faite publiquement en novembre dernier, dans laquelle nous demandions la mise en place d'une supervision et d'une surveillance internationales, non seulement tout au long de la frontière, mais également aux postes stratégiques, comme les ports, les aéroports, les zones militaires, les centres d'entraînement et d'auto-entraî-

nement, ce qui permettrait d'établir quels sont ceux qui favorisent vraiment ce climat, quels sont ceux qui protègent et appuient, sur les plans logistique et matériel, la subversion en territoire centre-américain. Aussi je me permets de demander au représentant nicaraguayen pour quelle raison son gouvernement n'accepte pas la supervision et la surveillance internationales proposées précédemment à plusieurs reprises par le Honduras.

69. Cependant, voyons à présent le revers de la médaille. Les preuves ne manquent pas pour dire que tout n'est pas rose dans ce monde troublé. Le Nicaragua, suivant sa politique dualiste, présente deux positions que l'on doit dissocier, étudier et examiner de près, car le monde est complexe. Ce n'est pas dans une salle climatisée comme celle-ci que l'on va décider du sort du monde et que l'on va sauver les êtres qui, en ce moment même, sont en train de mourir. Alors que nous sommes ici en train d'écouter en six langues des phrases conçues de façon élégante, 41 pays du monde sont en proie à des bouleversements; partout des gens sont en train de mourir, la plupart d'entre eux parce qu'ils luttent pour la démocratie et pour se doter d'un gouvernement authentique, qui réponde aux aspirations qui sont les nôtres depuis la naissance jusqu'à la mort.

70. Nous allons donner un certain nombre de preuves de cette politique toute en douceur et en humilité qui nous a été présentée par la voix d'un prêtre qui est mon ami, dont la culture académique est très vaste, qui est un grand orateur, mais qui peut également dire, du même ton suave, certaines choses qui procèdent d'un point de vue différent.

71. Le Nicaragua dispose actuellement des forces suivantes. Mais il serait bon d'établir une comparaison. Quand le Nicaragua a dit que certains membres du Congrès des Etats-unis sont venus au Nicaragua et ont demandé "Pouvez-vous vous défendre face au Honduras ?", je croyais qu'il allait dire "Pouvez-vous vous défendre face aux Etats-Unis" ou — disons — face à l'Afghanistan ou à une autre puissance. Mais non, il était bien question qu'ils se défendent contre le Honduras. Le Nicaragua dispose d'une armée populaire sandiniste de 25 000 soldats bien entraînés, de milices populaires dont les effectifs se montent à 40 000 personnes, 40 000 personnes de réserves actives; la force aérienne sandiniste compte 2 000 unités, la marine sandiniste dispose de 2 000 unités, le Ministère de l'intérieur compte 10 000 unités. Ces chiffres doivent être comparés avec ce que l'on appelle la puissance militaire hondurienne dont les forces armées ne disposent que de 17 000 hommes, y compris les forces de police.

72. Les chiffres que j'ai cités concernant l'accroissement des forces militaires nicaraguayennes, selon une sobre évaluation, nous obligent à conclure que le Nicaragua a aujourd'hui une puissance supérieure aux forces du Honduras, du Guatemala et d'El Salvador réunies. Mais les choses n'en restent pas là. Avec cette puissance armée, le Nicaragua déclare publiquement

que son objectif vise à placer 200 000 personnes sous les armes, c'est-à-dire 10 p. 100 de la population totale de ce pays.

73. En ce qui concerne les équipements militaires, pour ne pas parler seulement des deux frégates américaines qui sillonnent les eaux territoriales, le Nicaragua dispose, pour sa part, de 4 bataillons d'artillerie lourde de haute précision de fabrication soviétique, équipés de canons de 152 mm et de canons multiples de 122 mm UM-21. De plus, le Nicaragua dispose de 2 bataillons de chars lourds du type T55 et d'un bataillon de chars légers, de 2 bataillons d'artillerie antiaérienne avec des canons multiples, de 2 bataillons de véhicules blindés UTR60 pour le transport de troupes, de 850 camions de transport de troupes fabriqués en Allemagne de l'Est, et de 4 pistes d'atterrissage sur lesquelles peuvent se poser des avions perfectionnés que l'on est d'ailleurs en train d'améliorer pour l'atterrissage d'avions MIG, alors que le Honduras, de son côté, n'a strictement rien de comparable.

74. Nos forces armées ne disposent que d'un bataillon de chars légers et d'équipements de transport usagés, ce qui ne permet certes pas de parler d'un équilibre des forces. Tout l'armement nicaraguayen est renforcé par des conseillers spécialisés qui, en outre, entraînent les effectifs des mouvements subversifs qui opèrent dans la région. Un autre exemple de la dualité : les armes affluent en El Salvador et on veut arrêter toute livraison d'armes au Nicaragua. Le Honduras n'a jamais nié qu'il dispose de 50 instructeurs des Etats-Unis aux termes de traités semblables à ceux auxquels a souscrit la quasi-totalité des pays de l'Amérique latine, ce qui, comme on le voit, ne peut être sérieusement comparé à la multitude du personnel castriste en place au Nicaragua.

75. Pour ce qui touche aux mobilisations des troupes — pour continuer à parler de paix —, le Nicaragua a, lui, récemment procédé à une mobilisation. Nous mentionnerons précisément la mobilisation à Chinandega de 3 000 hommes, dans les blindés et l'artillerie, afin de renforcer ses contingents dans ce secteur. Le Nicaragua a établi des cantonnements le long de la frontière avec mon pays — celle qui implique de la vigilance de notre part — composés des forces militaires suivantes : un grand nombre de bataillons dans les départements frontières avec Choluteca, El Paraíso, la zone de la Mosquitia et le département de Gracias a Dios.

76. Pour que le Conseil puisse se faire une idée très claire des accusations qui sont proférées et qu'il puisse avoir l'esprit et le cœur ouverts pour bien saisir le problème dans tout son contexte, voyons pourquoi il y a ce déploiement de troupes. Ces troupes pourront-elles empêcher une éventuelle pénétration depuis le territoire hondurien de ceux que l'on appelle les "1 500 Somozistes" ?

77. Il convient d'attirer l'attention du Conseil sur le fait que le budget de la défense et des forces armées du Honduras s'élève à 47 millions de dollars; au cours des trois dernières années, il n'a augmenté que de 5 p. 100.

78. De son côté — et voyons maintenant l'autre côté de la médaille — le Nicaragua consacre à son effort de guerre quelque 130 millions de dollars. Nous avons des informations selon lesquelles il a reçu des montants supérieurs en équipement et armement de la part de pays qui partagent ses idées marxistes. Personne ne pourra nier qu'il y a quelques jours à peine quatre avions libyens se sont posés sur le territoire du Brésil, chargés de plus de 100 tonnes d'armes et d'explosifs et que le Nicaragua a reconnu ici, au Secrétariat, être le destinataire de ces matériels. Il y a également un grand nombre de bateaux cubains qui déchargent des quantités de matériel militaire dans les rivières à Rama et à Bluf, sur le littoral Atlantique. On a également parlé d'un bateau chargé d'armes et de dynamite saisi par le Costa Rica. Récemment, la Colombie, un des pays du Groupe de Contadora, a été obligée de refuser le transit à des avions chargés d'armes à destination du Nicaragua.

79. Tout cela indique très clairement qui essaie de poursuivre cette course aux armements absurde, qui représente un danger non seulement pour mon pays, mais pour l'Amérique centrale tout entière. Et les membres du Conseil verront que cela deviendra également un danger pour l'ensemble du continent américain. Je voudrais ajouter que ma délégation a appris — nous venons de recevoir ces informations — que quatre nouveaux avions DC-10 vont quitter la Libye dans une nouvelle tentative visant à inonder d'armes notre région. Nous connaissons les itinéraires; les permis ont été demandés.

80. Toutefois, le Nicaragua a refusé systématiquement de discuter de la proposition du Honduras pour un désarmement général dans la région, par des conventions multilatérales sérieuses et responsables qui permettent d'établir un équilibre de la force, conventions de caractère essentiellement défensif et limitées à la protection de l'intégrité nationale et à la défense des territoires respectifs des pays parties. Mon pays ne peut que dénoncer une nouvelle fois, devant le Conseil, le danger que représente pour la paix en Amérique centrale ce déséquilibre des armements créé par le Nicaragua qui, par une augmentation disproportionnée de ses forces militaires, ne peut que poursuivre des objectifs expansionnistes dans la région. Je me permets de lancer une mise en garde contre la complexité et le danger de cette situation de "pré-belligérance", surtout si nous ajoutons à cela les déclarations publiques faites par le Coordonnateur du Conseil révolutionnaire sandiniste, le commandant Daniel Ortega Saavedra, selon lesquelles il envisagerait l'installation de missiles atomiques de l'Union soviétique si cette puissance le demandait à son gouvernement. Cette déclaration représente clairement une grave menace pour la paix dans le continent et viole tous les pactes régissant le système interaméricain en la matière, et en particulier le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco), dont le principal artisan, le Gouvernement du Mexique — on m'a informé que le Nicaragua a signé le 24 octobre le Traité de Tlate-

lolco — est un autre Etat Membre qui a lutté pour la paix qui est sur le point de céder.

81. Le Gouvernement sandiniste du Nicaragua ne se contente pas de s'armer de manière démesurée ou de prononcer des déclarations agressives; il en est venu maintenant à pratiquer nettement l'interventionnisme dans des pays voisins en favorisant le trafic des armes. Je les ai vues; je les ai touchées; elles existent. Si les membres veulent les voir, j'ai des quantités de photographies, mais nous ne voulons pas donner plus de travail au Secrétaire général. Nous essayons d'éviter toutes les dépenses superflues. Pratiquer ces interventions, c'est une chose délicate. En plus du trafic des armes, il y a le terrorisme; il existe des mouvements subversifs dans la région qui n'encouragent pas la paix, mais favorisent au contraire le maintien d'un climat de tension et de violence en Amérique centrale. A ce sujet, le Honduras tient à déclarer qu'il est prêt à utiliser son droit légitime et souverain de défendre son système démocratique de vie, issu d'élections libres et appuyant le respect des autorités légales pour la liberté publique et la liberté d'expression de notre peuple, où existent la libre expression de pensée, le respect des croyances religieuses et la liberté d'association.

82. Il faut que la communauté internationale comprenne, analyse, perçoive que les choses ont des facettes différentes. Nous ne devons pas être surpris par de douces paroles car ainsi sont les diplomates. Nous donnons une représentation; nous avons l'art de convaincre. Ils ont même changé la distribution puisqu'aujourd'hui nous entendons une voix beaucoup plus douce. Mais nous continuons d'affirmer que les préoccupations et les problèmes du Gouvernement du Nicaragua sont essentiellement des affaires internes. On nous dit qu'on lutte dans ce pays; cela est dû à l'opposition toujours croissante du peuple du Nicaragua en raison de promesses non tenues; ce peuple se livre maintenant à une lutte armée au sein de son propre territoire. Toutes les activités armées dénoncées par le Gouvernement du Nicaragua ont eu lieu en territoire nicaraguayen et sont le fait de citoyens du Nicaragua regroupés en différents secteurs politiques qui s'opposent au régime. Par ces dénonciations on ne fait qu'essayer de méconnaître l'existence de ces problèmes internes. Ces problèmes existent et il ne faut pas essayer de les cacher; ils existent. Pourquoi, dans mon pays, qui est une démocratie, des forces ne se soulèvent-elles pas malgré les promesses qui leur ont été faites d'appuyer les mouvements de guérilleros ? Parce qu'ils n'ont pas l'appui du peuple. De telles dénonciations ne sont autre chose qu'une tentative visant à méconnaître la réalité avec l'objectif prémédité d'internationaliser le conflit. Alors que je parlais pour New York, on venait de détruire neuf ponts, ainsi qu'un pont très important sur la route panaméricaine qui traverse El Salvador.

83. Le Honduras se sent obligé d'insister sur le fait que le problème des vases communicants en Amérique centrale ne peut être réglé que de manière civilisée — et nous sommes tout à fait d'accord — à savoir par

un dialogue régional; à notre avis il doit être marqué par un esprit pacifiste américaniste au niveau le plus approprié. Pour nous, ce dialogue doit se faire au niveau des ministères des affaires étrangères des cinq pays d'Amérique centrale. C'est là que l'on pourra analyser, discuter et résoudre tous les problèmes, non pas compte tenu des intérêts d'un seul pays, mais compte tenu des problèmes de la région tout entière. Il s'agira de tenir compte de tous les intérêts en jeu. Il s'agira d'un dialogue dans lequel certains aspects exigeront des solutions bilatérales. C'est évident et nous en parlerons. Ces solutions bilatérales ne feront que compléter un accord sérieux et responsable. Nous ne fuyons pas le dialogue bilatéral.

84. C'est précisément dans le cadre de cette approche que notre Ministre des relations extérieures, M. Edgardo Paz Barnica, a lancé un appel vibrant à la paix à l'OEA pour que l'on recommande au Costa Rica, à El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua, avec l'assistance et la collaboration d'autres pays latino-américains, de faire en sorte que leurs ministres des affaires étrangères se réunissent rapidement pour trouver un accord de ce genre.

85. Il convient de souligner que le Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains est saisi d'un projet de résolution présenté par le Honduras, dans le sens déjà indiqué, et la Colombie, en son nom propre et au nom du Mexique, le Panama et le Venezuela, pays qui constituent ce que l'on appelle le Groupe de Contadora, demandant la suspension de la discussion du point à l'ordre du jour pour permettre aux ministres des affaires étrangères des pays du Groupe de Contadora d'entreprendre leurs propres démarches auprès des cinq pays d'Amérique centrale, afin de cerner les possibilités de résoudre la grave crise qui affecte la région. A cette occasion, les délégations du Honduras et du Nicaragua ont accepté l'initiative fraternelle du Groupe de Contadora, s'engageant, face à cet organisme régional, à ne pas prendre de mesures à l'Organisation des Nations Unies afin de permettre que les négociations menées par les pays amis du Groupe de Contadora puissent être menées à bien.

86. Ces démarches ont progressé de façon admirable en faveur de la paix et continuent de se développer sans aucun obstacle de la part de mon Gouvernement, qui a indiqué à l'organisation régionale son intention de lui laisser suffisamment de temps, dans le cadre du gentlemen's agreement dont nous avons convenu et qui a été appuyé par le Conseil permanent à l'unanimité. Le Honduras n'a pris aucune autre mesure en ce qui concerne sa proposition qui est en discussion. Cependant, il faut dire que ce gentlemen's agreement est violé ici même aujourd'hui par le Nicaragua.

87. Dans leurs conclusions préliminaires, les ministres du Groupe de Contadora ont reconnu les problèmes graves qui touchent la région de l'Amérique centrale. Ils connaissent mieux que nous tous la situation car ils ont récemment voyagé dans toute la région, ils

ont discuté avec les présidents des Républiques, avec les chefs des forces armées et avec tous ceux qui sont bien informés de la question. Ils tiennent sur les problèmes des renseignements directs sans passer par l'intermédiaire des journaux ou des campagnes de déformation des faits. Le Groupe de Contadora a identifié en Amérique centrale les problèmes suivants : la course aux armements; le contrôle des armements et leur réduction; le trafic des armes, la présence de conseillers militaires et toute autre forme d'assistance militaire étrangère; les mesures visant à déstabiliser l'ordre interne des Etats; les menaces et les agressions verbales, les incidents militaires et les tensions aux frontières. Le Groupe de Contadora reconnaît aussi que la violation des droits de l'homme et des garanties individuelles et sociales ainsi que les graves problèmes d'ordre économique et social qui sont à la base de la crise qui sévit dans la région sont cause d'une inquiétude profonde.

88. Nous ne pouvons pas nier que nos populations — notre peuple indien — ont, dans certains endroits encore plus de possibilités d'être soumis à la corruption et moins de perspectives d'avenir que lorsque Christophe Colomb est arrivé sur notre territoire. Aujourd'hui ce n'est plus du pulque qu'ils boivent, mais du tafia et certains vont même jusqu'à boire du whisky.

89. J'ai déjà expliqué la position du Honduras sur ces différentes questions mais je crois qu'il convient d'éclaircir certains aspects fondamentaux pour que le Conseil ne perde pas son temps et puisse apprécier la situation dans son contexte. Nous voulons une fois de plus déclarer, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de l'OEA que mon pays serait prêt à conclure, avec les autres pays d'Amérique centrale, des accords sérieux et responsables qui garantissent qu'aucun de ces pays ne prenne des mesures en vue de déstabiliser l'ordre interne d'autres Etats; et le Honduras déclare aussi être pleinement disposé à coopérer à la solution des graves problèmes d'ordre économique — que l'on ne peut ignorer — et les problèmes d'ordre social qui entrent dans le contexte de la crise qui frappe la région.

90. Il faut observer que dans le domaine important des droits de l'homme — parce que, quelquefois, ceux qui ne sont pas affectés par ce problème oublient ceux qui en ce moment sont privés de ces droits — le Nicaragua ne cesse de renforcer ses mesures répressives contre les minorités ethniques nicaraguayennes, les tribus Mosquitos, Sumos et Ramas, en déracinant leurs habitants de leur région d'origine et en favorisant un exode massif vers le Honduras, aggravant ainsi le problème alimentaire que nous connaissons en ce moment ainsi que le problème important du chômage; et malgré cela nous continuons à recevoir des gens dans notre territoire qui font queue à la recherche d'un refuge humanitaire.

91. Il y a déjà plus de 30 000 Nicaraguayens qui se trouvent dans mon pays essayant d'échapper à la per-

sécution et à l'extermination. Il convient alors de se demander : y a-t-il des citoyens honduriens qui fuient vers le Nicaragua pour chercher la justice ? La réponse est un non catégorique. Ce sont les Nicaraguayens de tous âges et des deux sexes qui, par milliers, traversent quotidiennement la frontière pour trouver le salut et sauver leur vie et celle des membres de leur famille. Et il faut ajouter à ce triste panorama les persécutions religieuses envers les membres des communautés telles que les Moraves, les Mormons, les Témoins de Jéhovah et d'autres. Pour compléter ce triste tableau, il ne faut pas oublier les milliers de prisonniers politiques qui se trouvent dans des prisons clandestines pour éviter la surveillance des institutions humanitaires chargées de protéger l'être humain, ses droits individuels et politiques. Voilà les structures que le Gouvernement sandiniste a mises en place.

92. Après cette analyse qui, selon moi, revêt une importance internationale, il faut se demander honnêtement ce qui suit : que recherche le Nicaragua en demandant une réunion urgente du Conseil, en violation du gentlemen's agreement convenu à l'OEA ? Ma délégation n'y voit aucune justification; ce ne sont que des mots, des mots et encore des mots; elle n'y voit que le prétexte pour jeter un voile qui cache les mesures prises par son propre gouvernement pour déstabiliser la région d'Amérique centrale. Pendant que nous nous trouvons ici, à l'air conditionné, on introduit en Amérique centrale, je le répète, des quantités énormes d'armes et d'explosifs.

93. Face au grave problème que ces mesures entraînent dans la région, mon pays estime qu'il faut agir d'urgence et surtout de façon à ne pas entraver l'effort que déploient, avec l'assentiment du Conseil permanent de l'OEA, les Gouvernements du Groupe de Contadora. Pourquoi devrions-nous les tenir à l'écart alors qu'il y a très peu de temps nous leur disions au niveau présidentiel qu'ils bénéficiaient de tout l'appui voulu pour entamer le dialogue ? Et alors qu'eux se dirigent d'un côté nous nous dirigeons de l'autre, les uns volent haut les autres volent bas. Devant ce grave problème, ma délégation suggère au Conseil, avec tout le respect qu'elle lui doit, que, conformément aux dispositions de la Charte de l'Organisation régionale, l'OEA, de la Charte de l'Organisation mondiale, l'Organisation des Nations Unies, on continue de traiter de la question d'abord à l'OEA, si les efforts de paix du Groupe de Contadora n'aboutissent pas. Ce groupe jouit actuellement de l'appui unanime du Conseil permanent de l'OEA.

94. Attendons les résultats et, étant donné qu'un dialogue civilisé est le meilleur moyen pour résoudre les problèmes entre nations, le Conseil de sécurité devrait recommander à El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Costa Rica d'entamer, au niveau des Ministres des affaires étrangères et avec la collaboration d'autres pays latino-américains également préoccupés par cette situation, le dialogue si nécessaire pour discuter de manière globale les problèmes

de la région et pour aboutir à des accords sérieux et responsables permettant de régler les graves problèmes de l'Amérique centrale.

95. Il ne s'agit pas d'un problème entre le Nicaragua et le Honduras; ne nous y trompons pas; il s'agit du problème de la région, où viennent s'insérer d'autres pays étrangers à la région. C'est un problème grave. Vous avez des alliés, vous avez des pactes de défense et vous savez très bien que les éléments sont déplacés des deux côtés. Il ne s'agit pas d'un problème de pygmées mais d'un problème de géants. Je voudrais en ce moment pouvoir me trouver sur une autre planète pour voir réellement ce qui se passe ici; car ce n'est pas dans un contexte microscopique que l'on va régler la situation entre le Honduras et le Nicaragua. Il y a des intérêts considérables en jeu; vous êtes des gens intelligents et mûrs et vous n'allez pas vous laisser impressionner par des détails.

96. En toute logique, nous n'excluons pas que par ce dialogue régional on se livre au dialogue bilatéral que propose le Nicaragua et qu'on examine toutes les solutions des problèmes de l'Amérique centrale, sans aucune limitation mais sans nous limiter non plus à deux pays. Il ne s'agit pas d'un problème bilatéral entre le Honduras et le Nicaragua. Les armes qui sont destinées à renverser le Gouvernement d'El Salvador passent par mon territoire. Je ne tiens pas à continuer à citer certains journaux, mais je voudrais cependant me référer au *New York Times* d'hier, où il est indiqué que les armes destinées à El Salvador transitent par mon pays par huit voies différentes, en empruntant également un détour par le détroit de Jiquilisco et par le golfe de Fonseca. Ce qui est bon pour l'un est aussi bon pour l'autre et vous savez qu'aux Etats-Unis il y a l'un et l'autre dans cette lutte.

97. Dans la vie des nations, il est normal que des controverses surgissent, mais l'expérience a montré que des solutions peuvent y être trouvées si, de bonne foi, on crée les conditions favorables à la justice et au respect des obligations découlant de pactes honorables et sérieux entre pays responsables, comme le Honduras.

98. Je sais que ma déclaration a duré plus de 30 minutes mais, compte tenu du règlement du Conseil, je n'aurai sans doute pas d'autre occasion de prendre la parole aujourd'hui.

99. LE PRÉSIDENT : Malgré l'heure tardive, j'ai reçu en son temps une demande de la représentante des Etats-Unis qui a demandé à exercer son droit de réponse. Je lui donne immédiatement la parole.

100. Mme KIRKPATRICK (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Je commencerai, moi aussi, Monsieur le Président, par vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil et par exprimer notre confiance en votre sens de la justice et votre savoir-faire pour diriger ses travaux.

101. C'est une expérience extraordinaire que d'entendre le représentant de la cruelle dictature du Nicaragua invoquer le principe de non-intervention dans les affaires intérieures, la Charte des Nations Unies et d'autres principes du droit international et accuser les Etats-Unis d'invasion. C'est une expérience extraordinaire que d'entendre le représentant de la cruelle dictature du Nicaragua parler de la primauté du droit, de sondages de l'opinion publique américaine, citer la presse américaine et même les personnalités élues des Etats-Unis. Je suis particulièrement frappée d'avoir entendu invoquer le principe de non-intervention par les dictateurs du Nicaragua parce que depuis leur accession au pouvoir ils se sont activement occupés de fomenter la guerre dans la région, de détruire la paix et les possibilités de progrès en El Salvador, au Honduras ainsi que dans d'autres Etats voisins et d'imposer la militarisation dans la région.

102. Les Etats-Unis n'envahissent pas les petits pays situés le long de leurs frontières. Nous n'avons dans aucun pays du monde des troupes d'occupation de 100 000 hommes — et encore moins dans l'un de ceux situés le long de nos frontières. Nos voisins n'ont pas à avoir de telles craintes.

103. Cependant, puisque le représentant du Nicaragua s'est fortement rapporté aux moyens d'information américains dans son intervention devant le Conseil j'ai pensé qu'il convenait de faire une certaine mise au point et que je pourrais également invoquer certains médias américains touchant des événements en Amérique centrale, par exemple le respect que le Gouvernement nicaraguayen manifeste régulièrement à l'égard du principe de la non-intervention dans les affaires de ses voisins.

104. La revue *Time*, par exemple, publie dans son numéro du 9 mai un article très intéressant, dont je recommande la lecture aux membres du Conseil, qui a pour titre "Comment les rebelles salvadoriens font venir de l'aide extérieure pour aider leur révolution". L'article commence comme suit : "la mise en place d'une filière d'armes nicaraguayennes vers El Salvador a commencé presque immédiatement après que les révolutionnaires victorieux aient pris le pouvoir dans la capitale nicaraguayenne de Managua en juillet 1979." Il s'y trouve des cartes avec des flèches indiquant les routes suivies. Ces cartes ne sont pas tout à fait aussi bonnes que celles dont notre gouvernement dispose, mais elles ne sont pas mauvaises; elles sont assez bonnes pour donner aux membres du Conseil une idée générale du mouvement régulier d'armes nicaraguayennes qui transitent par le Honduras vers El Salvador.

105. L'article décrit les diverses routes d'infiltration des armes. Par exemple, il y est dit que l'une d'elle "longe la côte pacifique du Honduras entre le Nicaragua et El Salvador, avant de pénétrer dans des zones reculées d'El Salvador où les rebelles marxistes jouissent d'un pouvoir pratiquement incontesté. Les analystes des Etats-Unis estiment que de 15 à 20 de ces

routes terrestres existent à travers le Honduras." On peut se demander ce qu'il est en est du droit du Honduras d'être à l'abri des infiltrations de ses voisins.

106. L'article poursuit :

"D'autres livraisons militaires ont lieu par air et par mer. Des contrebandiers sandinistes sont connus pour avoir fait passer des approvisionnements directement à travers le golfe de Fonseca large de 20 milles. Lorsqu'ils se sentent en sécurité, les Nicaraguayens font des incursions nocturnes à partir du port de Potosi, dans le golfe du Pacifique, à bord de petits bateaux de pêche équipés d'un double fond ou à bord de petits canoës. Ces activités ont été réduites en raison des patrouilles de bâtiments de surveillance des Etats-Unis dotés de dispositifs électroniques qui sillonnent la zone et d'une plus grande vigilance des flottes salvadorienne et hondurienne."

On comprend très bien pourquoi des voisins qui recourent à de telles pratiques ne veulent pas d'une surveillance électronique dans leur région.

107. L'article continue comme suit :

"La nuit, la région de Jiquilisco est aussi connue pour être une destination favorite pour les livraisons d'armes larguées d'hélicoptères [nicaraguayens] et d'avions légers à ailes fixes. . . Une autre route aérienne empruntée par les contrebandiers [du Nicaragua] est l'ancienne colonie britannique du Belize, dans le Guatemala. Après cela, les rebelles et leurs équipements sont acheminés vers le sud où se trouvent les bastions des rebelles salvadoriens."

Apparemment, le Gouvernement nicaraguayen éprouve quelques difficultés à respecter le droit du Gouvernement guatémaltèque d'être à l'abri d'infiltrations à travers ses frontières.

108. L'article est très détaillé. Il résume ses commentaires sur l'étendue et les détails des routes d'approvisionnement entre le Nicaragua et El Salvador en une phrase qui sert également de titre : "Comme un catalogue de Sears et Roebuck". Les rebelles salvadoriens peuvent commander au Nicaragua tout ce dont ils ont besoin. Une unité peut dire "J'ai besoin de bougies, de bottes, de batteries, de médicaments anti-diarrhéiques, de cartouches et de mortiers." S'ils n'obtiennent pas ce qu'ils veulent, ils se plaignent. Le fait qu'ils se plaignent montre qu'ils ont une filière sur laquelle ils pensent pouvoir compter.

109. La conséquence, évidemment, de cette violation flagrante par le Gouvernement du Nicaragua du principe de la non-intervention dans la vie des Etats voisins est la rupture de la paix dans la région, ce qui est particulièrement tragique pour le Gouvernement et la société salvadoriens où l'économie a été visée et détruite délibérément. Il y a peu de temps, lors du dernier examen de cette même question, j'ai souligné

que quelque 34 ponts et 145 tours de transmission électrique avaient été détruites en El Salvador l'année dernière et que quelque 18 000 Salvadoriens étaient au chômage depuis lors.

110. Il y a deux semaines, le Président des Etats-Unis d'Amérique a pris la parole devant le Congrès et dans son discours il a souligné :

"Ce soir, en El Salvador, en raison des attaques impitoyables des guérilleros, une bonne partie des terres fertiles ne peuvent pas être cultivées; moins de la moitié du matériel roulant des chemins de fer est opérationnel; les ponts, les installations hydrauliques ainsi que les services téléphoniques et électriques ont été détruits ou endommagés. Au cours d'une période de 22 mois, il y a eu 5 000 pannes d'électricité et une région a été privée d'électricité pendant un tiers de l'année."

Ce sont là les conséquences pour l'un de ses voisins du respect du Nicaragua du principe de la non-intervention.

111. Le représentant du Gouvernement nicaraguayen s'est référé à maintes reprises au débat en cours aux Etats-Unis, parmi les Américains, sur ce que devrait être la politique américaine dans la région. Il a tout à fait raison — un débat a lieu. Le débat porte sur la question de savoir si les Etats-Unis devraient aider la population salvadorienne et la population nicaraguayenne à vaincre les efforts déployés pour leur imposer une dictature totalitaire avec l'aide et au moyen des armes envoyées chez eux par un terroriste international impitoyable. Un débat est en cours aux Etats-Unis sur la question de savoir si les Etats-Unis devraient laisser les petits pays dans l'impuissance, les petits peuples sans défense contre la conquête venant de minorités violentes entraînées et armées par des dictateurs éloignés.

112. Ce débat est en cours aux Etats-Unis; il n'est pas achevé, et nous continuerons ce débat, nous le continuerons à notre manière; nous le continuerons non pas par la méthode du mensonge, mais par la méthode démocratique. La méthode démocratique est fondée sur la discussion. Nous prendrons notre décision à la fin de notre débat et nous la prendrons par des moyens démocratiques. Nous souhaiterions vivement que le gouvernement du Nicaragua se joigne à nous pour ce processus démocratique de prise de décision. Nous souhaiterions vivement qu'il puisse y avoir au Nicaragua un débat sur la politique officielle de ce gouvernement. Nous souhaiterions vivement que le peuple du Nicaragua — ses journalistes, ses dirigeants politiques — soit libre de présenter ses arguments en public, de discuter les questions devant le peuple, de critiquer son gouvernement, de prendre la parole dans des arènes législatives pour formuler librement ses critiques. Nous souhaiterions que le peuple du Nicaragua ait la possibilité de se prêter à des sondages d'opinion de la part d'organisations honnêtes et objectives. Nous souhaiterions que le peuple du Nicaragua ait la possibilité

de régler ses discussions et ses décisions et ses débats au moyen de votes.

113. Aux Etats-Unis, nous nous conformerons aux résultats de nos processus démocratiques. Nous ne saurions rien souhaiter de meilleur au peuple du Nicaragua que de lui voir accorder une possibilité comparable.

114. Les rapports entre le Gouvernement du Nicaragua et son peuple se trouvent à l'évidence au cœur même d'une bonne partie de nos débats ici. Quelle est la nature du problème du représentant de la nouvelle dictature du Nicaragua ? Quelle est la nature de ce qu'il appelle une invasion américaine ? Il est inutile de dire qu'il n'y a pas invasion américaine au Nicaragua. Il est de fait qu'il y a des combats au Nicaragua. Il est de fait qu'il y a au Nicaragua un malaise, des souffrances même, très répandues. Il est de fait que le Gouvernement du Nicaragua a un problème. La nature de ce problème n'est évidemment pas internationale. La nature de ce problème est nationale. Le problème du Nicaragua concerne les Nicaraguayens afin de prendre en mains le destin de leur pays.

115. J'ai pensé, comme le représentant du Nicaragua a porté à l'attention du Conseil tant d'articles tirés de la presse américaine, que je pourrais imposer au Conseil un autre article du *Washington Post* d'hier dont a parlé le représentant du Nicaragua. Montrant les avantages de la liberté de discussion, du reste, vous trouverez beaucoup de témoignages très différents dans nos journaux. L'article que je voudrais signaler au Conseil a été écrit par un certain Jack Anderson, journaliste libéral bien connu aux Etats-Unis, qui n'est pas un partisan inconditionnel du Gouvernement actuel des Etats-Unis. L'article s'intitule "Une force populaire", et je voudrais en lire de brefs extraits.

"Pendant que le Congrès discute les opérations clandestines du Gouvernement Reagan au Nicaragua, le public américain est assailli de renseignements contradictoires sur ce qui s'y passe exactement...

"...

"Pour obtenir certaines réponses sûres et de première main à [certaines] questions importantes, j'ai envoyé mon assistant, Jon Lee Anderson, dans cette région troublée. Il vient de rentrer d'un voyage d'une semaine dans le Nord du Nicaragua avec des guérilleros anti-sandinistes. Ils font partie des forces démocratiques nicaraguayennes (FDN), le principal groupe d'insurgés.

"Il a voyagé avec une bande de 50 guérilleros bien armés menés par un commandant dont le nom de guerre est El Gorrión, le Moineau. Leur camp se trouvait au plus profond des montagnes abruptes de la province de Nueva Segovia, près de la frontière du Honduras.

"Il est apparu très vite que les guérilleros avaient l'appui de la population. Ils étaient partout alimentés et protégés par les paysans locaux. Se déplaçant à pied, et seulement la nuit, pour ne pas être repérés par les troupes du gouvernement, les guérilleros se cachaient de jour dans des maisons sûres, souvent à proximité de villes sous contrôle du gouvernement. Si les paysans avaient voulu les trahir, il aurait été facile d'indiquer leur cachette aux milices sandinistes.

"Les paysans fournissaient également au Moineau des renseignements très à jour sur l'emplacement, les mouvements et l'importance des forces sandinistes.

"L'efficacité militaire des guérilleros anti-sandinistes n'est pas aussi évidente. Mon assistant l'a constaté à ses dépens lorsqu'il a accompagné la bande du Moineau dans une embuscade organisée avant l'aube contre des transports de troupes gouvernementaux sur un chemin de campagne.

"... les guérilleros ont été eux-mêmes surpris par le feu de franc-tireurs et ont dû battre en retraite. La retraite a toutefois été bien menée et, deux nuits plus tard, les guérilleros se sont vengés de leur échec en attaquant des repères de francs-tireurs dans la montagne. Les commandos FDN ont infligé aux francs-tireurs, pendant une demi-heure, un barrage de roquettes, de grenades, et un tir de mitrailleuses avant de s'en retourner, satisfaits, à leur camp.

"La plupart des guérilleros FDN étaient des paysans de la localité et non pas des exilés somozistes. Mais il y avait aussi d'anciens membres de la Garde nationale, et ils tendent à accéder à des positions d'autorité en raison de leur expérience militaire.

"Malgré tout, le groupe du Moineau consistait essentiellement en paysans recrutés localement. En fait, le dernier jour de son voyage avec la bande de rebelles, mon assistant a vu arriver 50 nouvelles recrues qui étaient toutes des paysans de la province voisine de Madriz.

"L'une des nouvelles recrues était un instructeur militaire qui avait abandonné l'armée sandiniste. Il y avait d'autres ex-sandinistes parmi les guérilleros, et notamment Dounia, une des meilleures élèves de la campagne d'alphabétisation post-révolutionnaire des sandinistes... Dounia avait si bien réussi qu'elle avait été récompensée par un voyage à Cuba. Elle est maintenant le médecin du camp de la bande du Moineau.

"Les rebelles et leurs collaborateurs non combattants ont expliqué leur désillusion à l'égard des sandinistes par diverses raisons : rationnement alimentaire forcé, expropriation des marchés des paysans, organisation forcée de coopératives paysannes, politique anti-religieuse des sandinistes et harcèlement de l'Eglise catholique.

“Les Sandinistes eux-mêmes avaient indirectement aidé les guérilleros à recruter au moins une douzaine de nouveaux arrivés. Ils ont dit qu’ils avaient subi une pression croissante pour se joindre à la milice. Obligés de prendre parti, ils ont choisi les “contras”.

“Malgré tout, pour un grand nombre d’entre eux, le choix n’avait pas été facile. Ils ont exprimé un désarroi réel de se voir forcés d’une manière ou de l’autre de combattre des compatriotes.

“Nous ne voulons pas nous battre contre nos frères Nicaraguayens, disaient-ils. Ils en veulent en fait aux dirigeants sandinistes et à leurs conseillers étrangers de Cuba, d’Allemagne de l’Est, de Bulgarie ou d’ailleurs.”

Ce n’est pas la fin de l’article : il y a encore deux paragraphes pour ceux que cela intéresserait.

116. Je voudrais très rapidement rappeler au Conseil que le Gouvernement des Etats-Unis a cherché à maintes reprises, tout au long de la courte histoire de la dictature sandiniste, à établir des relations constructives avec ce Gouvernement et que pendant la période de déstabilisation de la région il a cherché à travailler avec d’autres pour réaliser une paix régionale.

117. En août 1981, au cours d’une mission spéciale à Managua, le Secrétaire d’Etat-adjoint Thomas Enders a présenté un plan de paix en cinq points aux sandinistes afin de réduire les tensions régionales. Prenant pour base la fin du soutien donné par le Nicaragua aux groupes de guérilleros, le plan prévoyait pour les Etats-Unis l’engagement d’appliquer strictement les lois régissant les activités des exilés en territoire des Etats-Unis, la réaffirmation de la non-intervention et de la non-ingérence de toutes les parties, des limites imposées aux armes et aux forces militaires, la reprise de l’assistance économique des Etats-Unis au Nicaragua, qui avait été très considérable, et un programme d’échanges culturels entre les Etats-Unis et le Nicaragua. Le Gouvernement sandiniste n’a pas répondu quant au fond.

118. En avril 1982, l’ambassadeur des Etats-Unis, Anthony Quainton, a présenté une proposition de paix en huit points aux sandinistes, demandant la fin du soutien donné par le Nicaragua aux guérilleros des pays voisins. Ce plan prévoyait une limite en matière d’armements et de conseillers militaires étrangers, un engagement conjoint de non-ingérence et de non-intervention, des mesures de vérification de la limitation des armes, la reprise de l’assistance économique des Etats-Unis, la mise en œuvre de programmes d’échanges culturels et la réaffirmation de l’engagement des Sandinistes en matière de pluralisme, d’élections libres et d’une économie mixte. Les Sandinistes ont donné une réponse qui ne portait pas sur le fond du plan des Etats-Unis et qui ne contenait que des contre-propositions toutes rhétoriques.

119. En octobre 1982, huit démocraties régionales, dont les Etats-Unis, ont présenté les conditions essentielles pour la paix en Amérique centrale. Ces conditions, une fois de plus, comprenaient des limites vérifiables des armes et des conseillers militaires étrangers, la réconciliation nationale par des processus démocratiques, l’arrêt du soutien aux groupes d’insurgés, le respect mutuel des engagements de non-intervention et le respect des droits fondamentaux de l’homme. Des pays ont demandé au Costa-Rica de discuter ces conditions avec le Nicaragua. Cela n’a pas abouti non plus.

120. En outre, les sandinistes ont rejeté d’autres propositions avancées par leurs voisins. Pas plus tard qu’en avril 1983, ils ont refusé de se joindre au Costa Rica, au Honduras, à El Salvador et au Guatemala dans des discussions multilatérales avec l’appui du Groupe de Contadora. Mais le Conseil est déjà au courant de cela.

121. En insistant sur des entretiens bilatéraux plutôt que multilatéraux, les sandinistes soulignent leur désir de résoudre leurs problèmes externes tout en évitant la question de leur exportation de la révolution, de la guerre et de la misère dans les pays voisins.

122. Les faits sont éloquentes. Je voudrais terminer ces remarques en rappelant aux membres du Conseil que, dans son discours à une session mixte du Congrès des Etats-Unis, le Président Reagan a déclaré : “Pour appuyer nos objectifs diplomatiques dans la région, j’offre ces garanties” — et je voudrais offrir de nouveau ces garanties au Conseil au nom du Gouvernement des Etats-Unis.

“Les Etats-Unis appuieront tout accord entre les pays d’Amérique centrale pour le retrait, dans des conditions réciproques et pleinement vérifiables, de tous les conseillers militaires et conseillers de sécurité étrangers et des forces armées étrangères.

“Nous voulons aider les groupes d’opposition à se joindre au processus politique dans tous les pays et à rivaliser par les scrutins et non par les balles.

“Nous appuierons tout accord véritable et réciproque entre pays d’Amérique centrale quant à l’abandon du soutien à l’insurrection sur le territoire des pays voisins.

“Et, enfin, nous voulons aider l’Amérique centrale à mettre fin à sa coûteuse course aux armements et nous appuierons tout accord vérifiable et réciproque sur la non-importation d’armes offensives.”

123. Enfin, je voudrais dire aux membres du Conseil que chaque nation à l’Organisation des Nations Unies, surtout les petites nations, surtout les nations qui ont des voisins puissants, devraient bien réfléchir à ce cas et devraient songer avec soin à ce que le Gouvernement du Nicaragua demande une fois de plus au Conseil. Le Gouvernement du Nicaragua une fois de

plus s'est porté devant le Conseil pour exiger que l'Organisation des Nations Unies lui accorde une protection internationale pendant qu'il déstabilise ses voisins. Il prétend qu'un peuple réprimé par les armes étrangères d'une superpuissance n'a pas le droit de se défendre contre cette répression. Voilà, je l'affirme, un principe auquel tous les Membres des Nations Unies, qui sont attachés aux principes de l'indépendance nationale, de l'autodétermination et de la non-intervention, feraient bien de réfléchir.

124. Le PRÉSIDENT : Le Ministre des relations extérieures du Nicaragua a demandé la parole pour exercer son droit de réponse, et je la lui donne.

125. M. D'ESCOTO BROCKMANN (Nicaragua) [*interprétation de l'espagnol*] : Je voudrais simplement rappeler quelque chose que j'ai déjà dit tout à l'heure dans mon intervention. Nous ne sommes pas venus ici pour parler des problèmes d'autres pays. Comme c'est son plein droit, le Nicaragua a soumis exclusivement à l'examen du Conseil le grave problème et les conséquences de l'agression dont il est victime.

126. Pour ce qui est des conséquences, j'ai également voulu mettre en garde la communauté internationale contre le fait indéniable que, dans la mesure où le Gouvernement des Etats-Unis continue de se servir de certains Etats de la région et d'altérer la neutralité des autres pour attaquer le Nicaragua, le danger d'une régionalisation de la guerre ne fait qu'augmenter.

127. Parlant franchement, je ne saurais manquer de dire qu'en tant que citoyen de l'Amérique centrale, je partage la honte que ressent, j'en suis sûr, le peuple frère du Honduras, en entendant les tristes paroles prononcées par l'homme qui est censé le représenter en cette instance, mais qui, en fait, ne souhaite que représenter les intérêts de ceux qui nous attaquent, les intérêts de ceux qui mêlent toujours davantage le Gouvernement du Honduras à la sale guerre que mène le Gouvernement Reagan contre le Nicaragua.

128. Le représentant du Honduras n'a pas souhaité répondre à notre appel à la paix. Suivant des instructions venant de très haut niveau, il a préféré passer sous silence l'existence de quelque chose que même le Gouvernement Reagan ne peut plus se permettre de nier.

129. Dans notre intervention, nous n'avons jamais attaqué le Honduras. Néanmoins, nous venons maintenant d'entendre le long discours du représentant du Honduras qui comprenait toute une série d'affabulations et de mensonges contre le Nicaragua et où il a traité de questions relevant exclusivement de la compétence du Nicaragua. Mais étant donné que le représentant du Honduras n'a pas cru bon d'aborder le problème précis que nous avons soumis à l'examen du Conseil, c'est-à-dire l'agression du Gouvernement Reagan contre le Nicaragua, nous pensions que Mme Kirkpatrick le ferait lorsqu'elle a demandé la

parole. Cependant, elle s'est contentée de faire ce qu'elle a fait bien souvent en d'autres occasions : elle a cité un article récent de *Time* où l'on décrivait les prétendues voies d'acheminement pour un prétendu trafic d'armes utilisées par le Nicaragua, transitant par le Honduras, pour faire parvenir des armes à El Salvador. Aucune preuve n'a été fournie. Il s'agissait simplement d'une répétition de ce que nous avons entendu si souvent de la part du Gouvernement Reagan.

130. Mais comme il était dit dans le rapport très détaillé publié dans l'édition d'hier du *Washington Post* sous le titre "*US-Backed Nicaraguan Rebel Army Swells to 7 000*"*, rapport qui, en plus d'occuper une place très importante sur la première page, se poursuivait sur plusieurs pages à l'intérieur de ce journal et était illustré d'un diagramme, cette armée organisée, entraînée et financée par le Gouvernement des Etats-Unis, qui en décembre 1981 comprenait 500 hommes, comprend maintenant 7 000 hommes, qui sont également dirigés et financés par les Etats-Unis.

131. Dans cet article, on explique comment c'est le Gouvernement Reagan qui a commencé tout cela pour empêcher un prétendu trafic d'armes et que les représentants de la Central Intelligence Agency — qui devaient tenir informée, dans une certaine mesure, la Commission d'enquête de la Chambre chargée des services de renseignements — ont reconnu qu'ils n'avaient pas une seule fois intercepté d'armes dans ce prétendu trafic d'armes; on explique aussi comment ils ont dû accepter de plus en plus le fait qu'en réalité la création des forces militaires pour empêcher ce prétendu trafic d'armes n'était qu'un prétexte, car il est bien évident qu'il s'agit d'attaquer le Gouvernement du Nicaragua pour imposer à nouveau dans ce pays une démocratie somoziste.

132. Comme je vous l'ai dit, cet article est fort long et je ne veux pas le lire; mais nous allons demander qu'il soit publié en tant que document officiel du Conseil de sécurité afin que tous nos collègues puissent réfléchir comme il se doit à son contenu. Cet article dit que, bien qu'au départ il y ait eu interdiction de se servir d'anciens gardes somozistes dans ces troupes que les Etats-Unis étaient en train de mettre en place, on a été obligé de les utiliser parce que personne d'autre ne voulait combattre. Ce sont les paroles exactes que l'on pourra lire par la suite dans cet article. Et ces anciens gardes somozistes, le Président Reagan n'hésite pas à les qualifier de "combattants de la liberté"; la liberté somoziste, la démocratie somoziste qu'il voudrait voir revenir au Nicaragua et que nous connaissons déjà, que nous et notre peuple entier rejetons et avons éliminées de façon définitive de notre territoire, indépendamment de la volonté impériale.

133. Je crois qu'il est important que le Conseil et nous tous ici réfléchissions et examinions sérieusement la

* Cité en anglais par l'orateur.

situation précise que le Nicaragua a soumise à l'examen du Conseil et que, en nous acquittant de notre responsabilité qui est de veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationales, nous prenions les mesures nécessaires pour obtenir le retrait immédiat de toutes les troupes qui ont envahi notre territoire et mettre fin à toutes les agressions venant de l'extérieur, de même qu'au financement, à l'équipement et à l'entraînement

de mercenaires dont se sert le Gouvernement des Etats-Unis pour attaquer notre pays.

La séance est levée à 13 h 15.

NOTE

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément n° 1 (A/37/1).

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعد عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى: الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
